

N° 004 / 2024

**ARRÊTÉ
DE CIRCULATION
En raison d'une livraison de bois
RUE LAMARTINE.**

Le Maire de CADENET,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles 2212-1 à 2212-5 ;

VU, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

VU, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

VU, le code de la voirie routière ;

VU, le livre V du code de la sécurité intérieure ;

CONSIDÉRANT, la demande formulée par **Monsieur TORRE Frédéric** pour une livraison de bois au numéro **3 Rue Lamartine**, le samedi 20 janvier 2024 de 11h00 à 16h00 ;

CONSIDÉRANT que les places et voies destinées à accueillir la livraison sont habituellement réservées à la circulation et au stationnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le samedi 20 janvier 2024 de 11h00 à 16h00 ;

- La circulation est interdite Rue Lamartine entre le numéro 3 et le numéro 10, le temps de la livraison.
- Protection et nettoyage du sol devront être effectués par le bénéficiaire.

Article 2 : Cette autorisation sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par les bénéficiaires.

Article 3 : Cette interdiction de circuler sera matérialisée par des barrières avec les panneaux adéquats.

La mise en place des barrières et de la signalisation sont à la charge des services techniques et de la police municipale.

Le retrait des barrières est à la charge du bénéficiaire.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
- Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
- Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
- Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux.

En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET, le 11 janvier 2024

Le Maire,
Jean-Marc BRABANT

